



| La première priorité est l'harmonisation du droit d'asile. Les disparités sont importantes: l'Allemagne accepte 57% de toutes les demandes.

DÉPOLITISER LE DÉFI DES MIGRATIONS

par Michel Foucher

Un accord général, à 28, sur les politiques migratoires a été signé en juin dernier. Toutefois le sujet est toujours aussi polémique ; il s'est trop politisé alors qu'il est urgent d'apporter des réponses pragmatiques. Sinon, il parasitera le débat démocratique avant les élections du Parlement européen de mai 2019. Pour une dépolitisation des migrations, une vision pragmatique de Michel Foucher.

Il est possible d'avancer en distinguant le court terme du plus long terme, les solutions agréées, en format restreint, d'une approche globale. La tentative allemande de mutualiser les effets d'une décision unilatérale en 2015 ne pouvait qu'échouer, sauf à ignorer l'histoire et les

représentations des nations qui composent l'Europe de l'Union. Et les migrations actuelles d'origine externe ne concernent en réalité que quelques pays.

La première priorité est l'harmonisation du droit d'asile. Les disparités sont criantes :

quand l'Allemagne accepte 57% des demandes, les Pays Bas 80% et la Suède 72%, la France n'en est qu'à 26% (et la Hongrie à 15%). Dès lors que quatre Etats font l'objet des trois-quarts des demandes d'asile en 2017 (Allemagne, France, Italie et Grèce), soit un demi-million de requêtes

selon l'European Stability Initiative, ils devraient pouvoir s'accorder, en ce format réduit, sur une égalisation des critères d'octroi de l'asile, à brève échéance, sans attendre un impossible consensus en format élargi.

L'autre priorité est d'agir avec les pays d'origine dont les candidats au départ ne relèvent pas du droit d'asile, soit la grande majorité. La connaissance des écarts de niveaux et de modes de vie rend la volonté de partir irrésistible. Pourquoi ne pas imaginer un programme Euro-Africain de mobilité contractuelle ? Des quotas annuels de partants, un voyage sans risque, dans un but de formation (étudiants, aide soignants, apprentis, leaders d'associations, journalistes, artistes,...) en échange d'un engagement vérifié de retour au (service du) pays d'origine, en lien avec les associations de migrants. Le contrat quadripartite entre les Etats et les associations d'origine et d'arrivée serait abondé par un financement européen généreux. Cette politique euro-africaine novatrice n'est pas exclusive d'une pratique de dissuasion au départ en lien avec les collectivités locales et les ONG. Le programme Mobilité-Formation-Retour associerait, en pure subsidiarité, l'UE, les Etats et les entités locales. Il faut donc aller au-delà des seuls accords de réadmission et bâtir une stratégie euro-africaine de co-développement.

Bref, il s'agit de « dépolitiser » la question migratoire en la traitant comme une question de mobilité, une fois constaté son caractère structurel, pour lui apporter des réponses pragmatiques fondées sur la connaissance précise de l'histoire et de la géographie des flux.

Mais pour que cette politique à destination de tiers soit acceptable, il faut qu'un effort plus qu'équivalent soit fait en faveur des citoyens européens qui décrochent et désespèrent. Plutôt que de prêter une attention quotidienne aux dirigeants nationaux-populistes prétendant incarner les « peuples » en dévoyant la démocratie, il serait crucial de s'adresser à ceux qui votent pour eux et d'orienter résolument

les fonds de cohésion vers une ambition d'Europe sociale. Les cartes électorales dessinent clairement les lieux d'une telle intervention.

L'Union européenne doit prouver son utilité pour ceux qui se sentent laissés pour compte. Pour éviter que la polémique migratoire ne dévoie le débat démocratique au profit d'une rhétorique nationale-populiste, le projet d'Europe sociale doit être porté comme une priorité absolue. Une gestion intelligente de mobilité euro-africaine devrait être l'un des volets d'une politique sociale ambitieuse de l'Union.

“
il s'agit de
« dépolitiser »
la question migratoire
en la traitant
comme une question
de mobilité.”

Repenser la relation Europe-Afrique en terme de mobilité et d'accessibilité.

Une vision pragmatique de Michel Foucher #Migration



> AUTEUR

Michel Foucher est géographe, ancien ambassadeur, titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales (FMSH, Paris). Ses derniers ouvrages parus sont le "Le retour des frontières" (CNRS Editions, 2016) ; "Vers un monde néo-national ? Dialogue avec Bertrand Badie", (CNRS Editions, 2017).